

Distr.  
GENERALE

A/CONF.157/9  
18 juin 1993

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS ET FRANCAIS

CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME  
Vienne, 14-25 juin 1993  
Points 9, 10, 11 et 12 de l'ordre du jour

DEBAT GENERAL SUR LES PROGRES REALISES EN MATIERE DE DROITS DE L'HOMME  
DEPUIS L'ADOPTION DE LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME,  
AINSI QUE SUR LE RECENSEMENT DES OBSTACLES A DE NOUVEAUX PROGRES  
DANS CE DOMAINE ET LES MOYENS DE LES SURMONTER

EXAMEN DE LA RELATION ENTRE LE DEVELOPPEMENT, LA DEMOCRATIE ET LA  
JOUISSANCE UNIVERSELLE DE TOUS LES DROITS DE L'HOMME, COMPTE TENU  
DE L'INTERDEPENDANCE ET DE L'INDIVISIBILITE DES DROITS ECONOMIQUES,  
SOCIAUX, CULTURELS, CIVILS ET POLITIQUES

EXAMEN DES TENDANCES ACTUELLES ET DES NOUVEAUX OBSTACLES QUI S'OPPOSENT  
A LA PLEINE REALISATION DE TOUS LES DROITS DES HOMMES ET DES FEMMES,  
Y COMPRIS CEUX DES PERSONNES APPARTENANT A DES GROUPES VULNERABLES

RECOMMANDATIONS VISANT A :

- a) RENFORCER LA COOPERATION INTERNATIONALE EN MATIERE DE DROITS  
DE L'HOMME, CONFORMEMENT A LA CHARTE DES NATIONS UNIES ET AUX  
INSTRUMENTS INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME;
- b) ASSURER L'UNIVERSALITE, L'OBJECTIVITE ET LE CARACTERE NON SELECTIF  
DE L'EXAMEN DES QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME;
- c) AMELIORER L'EFFICACITE DES ACTIVITES ET MECANISMES DES  
NATIONS UNIES;
- d) ASSURER QUE SOIENT DISPONIBLES LES RESSOURCES FINANCIERES ET AUTRES  
NECESSAIRES AUX ACTIVITES DES NATIONS UNIES EN MATIERE DE DROITS  
DE L'HOMME

VIE.93-264 (F)

Déclaration commune des experts indépendants chargés des procédures  
spéciales pour la protection des droits de l'homme

Les rapporteurs spéciaux, les représentants, les experts et les membres ou les présidents des groupes de travail de la Commission des droits de l'homme se sont réunis du 14 au 16 juin 1993 à l'occasion de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme et ont adopté la Déclaration commune ci-après. M. B.W. Ndiaye, rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, a fait la Déclaration devant la Conférence mondiale à sa dixième séance plénière tenue le 17 juin 1993.

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME :

DECLARATION CONJOINTE DES EXPERTS INDEPENDANTS CHARGES DES PROCEDURES  
SPECIALES DE PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de mes collègues experts indépendants qui servent en qualité de rapporteurs ou représentants spéciaux, d'experts, de membres ou de présidents de groupes de travail, dans le cadre des procédures publiques de la Commission des droits de l'homme. Ayant en charge l'application des procédures dites spéciales du Programme des Nations Unies pour les droits de l'homme, il nous a paru utile de faire le point de nos expériences à l'occasion de cette rencontre exceptionnelle qu'est la Conférence mondiale.

Si la Conférence considère l'ensemble de l'oeuvre accomplie par l'Organisation des Nations Unies depuis bientôt un demi-siècle, il est permis de dire que l'élaboration de normes en matière de droits de l'homme est l'un des objectifs les plus positifs que l'Organisation ait atteints. L'inventaire des normes actuellement applicables témoigne des multiples et constants efforts - aux résultats certes parfois incertains - qui nous ont permis de parvenir à l'étape où nous sommes. Mais gardons-nous de tout réflexe d'autosatisfaction car ces acquis sont désormais mis à l'épreuve par les peuples du monde qui tous espèrent que la volonté de l'Organisation des Nations Unies est à la mesure de son discours. Il est temps de mieux démontrer l'efficacité du travail accompli et en conséquence de lui donner un plus grand poids.

En dépit de tout ce qui a été fait, le malheur et la souffrance toujours présents - à proximité même des lieux où nous siégeons - ne permettent pas de se réjouir. Ils nous incitent à mettre toujours plus en pratique cet impressionnant ensemble de normes relatives aux droits de l'homme. Certes, celles-ci pourraient encore être améliorées car il s'agit d'un processus permanent, enrichi par l'expérience considérable que nous avons acquise, pendant ces vingt dernières années, dans la mise en oeuvre des normes existantes, en tissant avec patience un réseau serré de mécanismes d'application. Le système des procédures spéciales tient une place originale dans ce réseau car nous sommes aux avant-postes de la supervision internationale des normes universellement reconnues. C'est à nous qu'il incombe le plus souvent de traiter nombre des violations les plus graves pouvant se produire dans les situations les plus difficiles.

A l'heure actuelle, le nombre des procédures spéciales de la Commission dépasse largement la vingtaine. Trente-quatre experts indépendants, originaires de 23 pays, issus de tous les continents, ont été désignés pour mettre en oeuvre ces procédures. Nous représentons ainsi une grande diversité de cultures, de systèmes juridiques et de professions. Huit d'entre nous viennent d'Afrique, huit d'Amérique latine, six d'Asie, sept d'Europe occidentale et cinq d'Europe orientale. Deux sortes de mandats nous ont été confiés : d'une part les mandats thématiques qui portent sur des pratiques ou des droits spécifiques, d'autre part les procédures géographiques qui concernent la situation des droits de l'homme dans un pays ou une région donnés.

On se souviendra que c'est au cours des années 60, en raison de la persistance du régime d'apartheid, qu'est né ce type de procédure. Malgré quelques progrès, le système infâme de l'apartheid est loin d'être complètement éradiqué et l'on voit encore se manifester en maints endroits de la planète le racisme et la discrimination. L'Organisation des Nations Unies, qui a su réagir à l'odieux affront fait à l'humanité par l'apartheid, se devait de réagir face aux situations et pratiques d'intolérance qui continuent à se produire dans le monde. C'est ainsi qu'ont été élaborées diverses procédures pour faire face à d'autres types de violations massives des droits de l'homme. Tel fut le cas ces dernières années, avec la mise en oeuvre de procédures thématiques nouvelles concernant, par exemple, la situation dramatique des personnes déplacées ou la lutte contre l'intolérance religieuse.

Cette large gamme de procédures joue un rôle déterminant dans la mise en oeuvre de l'ensemble de normes qui font l'objet d'un consensus universel et dont l'adoption a été sanctionnée par l'Assemblée générale des Nations Unies. Si cet ensemble de procédures et de mécanismes – parce qu'il est en constante évolution – ne procède apparemment pas d'une conception "systématique", il est désormais acquis qu'il constitue bien un dispositif de protection des droits de l'homme et fonctionne comme tel. Avec le temps, le champ d'application de ce système s'est progressivement élargi, les procédures ont été perfectionnées, et de nouvelles méthodes de travail adoptées.

Notre tâche est claire : nous devons tout faire pour que les normes internationales en vigueur prennent de plus en plus effet. Aussi, au-delà des questions théoriques, nous nous efforçons d'engager un dialogue constructif avec les gouvernements, de rechercher leur coopération à propos de situations, d'incidents et de cas concrets. L'essentiel de notre tâche consiste à examiner des faits et à enquêter de manière objective, afin de mieux comprendre les situations, pour être à même de recommander aux gouvernements des solutions qui leur permettent de surmonter les difficultés qu'ils peuvent rencontrer pour assurer le respect des droits de l'homme. Certes, notre tâche est délicate lorsque nous menons nos enquêtes sur place, lorsque nous recueillons des témoignages dans des conditions difficiles, comportant souvent des risques pour les témoins, voire pour nous-mêmes.

La possibilité, lorsque la situation l'exige, d'intervenir immédiatement auprès des gouvernements, à l'échelon le plus élevé, constitue un indéniable progrès. Les interventions urgentes de cette nature ont régulièrement lieu lorsque l'on peut encore espérer que le droit à la vie, à l'intégrité physique

et mentale et à la sécurité de la personne peuvent être sauvegardés. Cette procédure a sauvé et continue de sauver des vies humaines. De même, nous avons la faculté d'intervenir pour des raisons strictement humanitaires, afin de protéger les victimes de violations.

Nous aimerions qu'au-delà du mandat spécifique qui est donné à chacun d'entre nous, la Conférence souligne la portée plus générale de notre mission dans le cadre du système des Nations Unies. Dans les rapports que nous présentons, nous nous efforçons d'amener les Etats à agir en conformité avec les principes et les objectifs de la Charte des Nations Unies, dans le but d'instaurer ou de rétablir la paix par la justice. A cette juste cause – soyez-en persuadés – nous donnons le meilleur de nous-mêmes, de nos connaissances et de notre expérience, nous efforçant de faire en sorte que l'oeuvre entreprise porte de plus en plus de fruits.

Il est bien évident que ce n'est pas uniquement à l'action et à la bonne volonté des rapporteurs spéciaux que l'on doit la réalisation de cet idéal. A la vérité, le système est largement tributaire – nous sommes largement tributaires – de l'infrastructure mise en place par le Centre pour les droits de l'homme dont la surcharge de travail n'est plus à démontrer. Si l'on veut que les procédures spéciales demeurent crédibles, il faut renforcer l'infrastructure des mécanismes de contrôle extraconventionnels. Une chose est certaine : rien de valable ne se fera sans une structure d'appui solide. Cette structure doit permettre d'examiner et de traiter à fond tout élément d'information, de suivre l'évolution des situations et des cas particuliers, d'étudier les politiques et les tendances. Pour continuer à travailler avec sérieux dans le domaine des droits de l'homme, il faut faire preuve d'une grande attention, ne pas hésiter à examiner les détails, afin de bien comprendre chaque situation et chaque cas. Faire preuve d'un tel professionnalisme est non seulement dans l'intérêt de ceux qui ont besoin de notre aide, mais aussi dans l'intérêt de tous, y compris bien évidemment des gouvernements.

Il nous semble nécessaire, pour consolider le système, de bien mettre en lumière certaines de ses faiblesses. Le travail que nous accomplissons dépend d'abord de la qualité de l'information dont nous disposons. Nous devons donc examiner les moyens qui permettraient d'améliorer l'accès aux sources directes d'informations et leur recoupement. Nous devons également améliorer notre capacité à assurer de manière continue le suivi d'une situation. Il est clair que, au fur et à mesure que les informations s'accumulent, un petit groupe d'experts travaillant à temps partiel et à titre gracieux se heurte inévitablement à certaines limites, d'autant plus que les précieuses ressources du Centre pour les droits de l'homme sont par trop limitées et qu'il faut compter avec les obstacles d'ordre administratif. Ces difficultés tiennent certes pour beaucoup directement à la pénurie chronique de fonds et au manque criant de ressources, mais elles sont également dues à des carences structurelles auxquelles il importe de remédier.

Le fait que – dans le domaine des droits de l'homme – le système ait évolué progressivement explique sans doute pourquoi il n'a jamais bénéficié d'une structure administrative cohérente. Les procédures spéciales n'ont toujours obtenu qu'un appui institutionnel précaire. Les activités de protection sont par ailleurs handicapées par la longueur des procédures

de confirmation des mandats. Plusieurs mois sont perdus chaque année entre le moment où la Commission adopte une résolution et celui où le Conseil économique et social l'entérine. Pendant ce temps, les victimes sont abandonnées à leur sort. Les insuffisances du budget ordinaire nuisent également à notre efficacité car, pour bien planifier nos activités, il faudrait que nous sachions sur quelles ressources financières nous pouvons durablement compter. Malheureusement, malgré les mesures positives qui ont été prises ces deux dernières années - notamment la décision de proroger de trois ans les mandats thématiques existants - il reste que les problèmes de budget et de planification des travaux ont des incidences négatives considérables.

La promotion et la protection des droits de l'homme exigent un système universel de surveillance. Le mécanisme en place constitue en ce sens un élément essentiel du dispositif des Nations Unies. L'expérience acquise peut ainsi contribuer positivement à relever les défis de notre époque.

Il faudrait que les mandats, thématiques ou géographiques, soient conférés pour une durée raisonnable permettant un travail durable, donc en profondeur. En effet, nous devons pendant encore longtemps faire face à des cas de disparitions forcées, d'exécutions sommaires et de tortures; malheureusement il s'agit de violations graves qui sont communes à la plupart des mandats, notamment à ceux concernant la situation des personnes déplacées et la lutte contre l'intolérance religieuse.

Nous aimerions aussi appeler l'attention de la Conférence mondiale sur l'une de nos préoccupations majeures qui est d'intensifier les missions sur place. Elles seules permettent de véritablement cerner la réalité objective des situations. La meilleure perception qui en résulte est fondamentale pour bien apprécier l'exactitude des évaluations et des rapports, ce qui ne peut que servir les intérêts bien compris des gouvernements concernés. Dans cet esprit, il conviendrait que, pour chaque mandat, les missions sur le terrain soient considérées comme des initiatives normales. De même, de telles missions devraient être tout naturellement accompagnées d'un suivi approprié, car le processus entrepris ne peut être mené avec efficacité que dans la continuité.

Sur le plan institutionnel, nous souhaitons que les activités liées aux procédures spéciales soient intégrées dans l'ensemble des activités de l'Organisation des Nations Unies, notamment en tirant parti de la complémentarité des moyens et des ressources de l'Organisation pour faciliter la collecte, la vérification et la transmission des informations relatives aux droits de l'homme. Il est indispensable de renforcer cette coordination au moins à trois niveaux : tout d'abord entre les procédures spéciales elles-mêmes, puis entre les procédures spéciales et les organes créés en vertu des traités, enfin entre les procédures spéciales et l'ensemble du système des Nations Unies. Pour optimiser le dispositif tel qu'il fonctionne à l'heure actuelle, il serait bon de mieux harmoniser la mise en oeuvre des mécanismes en instituant des réunions périodiques de tous les experts des procédures spéciales, en facilitant l'examen en commun des rapports thématiques ou en organisant des missions conjointes. Le fait que pour la première fois - dans le cas de l'ex-Yougoslavie - un rapporteur spécial géographique ait été assisté par des rapporteurs spéciaux thématiques constitue une expérience

prometteuse, de même que la mise à sa disposition d'une équipe d'observateurs permanents sur le terrain.

Au-delà du programme pour les droits de l'homme proprement dit, il faudrait assurer une coordination entre les autres secteurs de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, selon une conception des droits de l'homme véritablement intégrée. On pourrait d'abord demander aux bureaux et opérations de l'ONU hors Siège de faire rapport en matière de droits de l'homme. Tenant compte du caractère limité des ressources, on pourrait ainsi mieux utiliser la masse appréciable d'informations et de connaissances dont on dispose déjà et en faciliter l'accès. Beaucoup peut être fait si nous agissons ensemble. Les activités concernant les droits de l'homme ne devraient plus être considérées comme subsidiaires ni compartimentées; elles devraient au contraire imprégner tout le système de l'Organisation. C'est ainsi que les conclusions des rapporteurs spéciaux pourraient être davantage prises en considération par les autres organes de l'ONU dans la mesure où nos efforts communs tendent à la réalisation des buts et objectifs de la Charte. Il est essentiel, pour cela, que les rapports spéciaux fassent l'objet d'une publicité plus grande et plus efficace.

Les travaux des procédures spéciales peuvent aussi constituer une précieuse source d'expérience et d'informations – notamment grâce aux organisations non gouvernementales auxquelles nous tenons ici à rendre publiquement hommage – lorsqu'il s'agit soit d'améliorer les normes en vigueur soit de proposer des solutions globales, notamment dans les processus de négociation concernant les conflits internes.

Bien évidemment, dans notre effort de réflexion sur les améliorations à apporter au système, nous devons faire preuve de la plus grande circonspection afin de sauvegarder les acquis. Pour garantir l'indépendance et la crédibilité des procédures et préserver la confiance indispensable à leur efficacité, l'Organisation des Nations Unies doit assurer les ressources nécessaires. Malgré tous nos efforts, nous donnons parfois l'impression d'être impuissants dans les situations de crise tout simplement parce que les structures d'appui les plus élémentaires font défaut, ou parfois du fait d'inexcusables lenteurs bureaucratiques dans les services administratifs ou de carences budgétaires. Comment pourrions-nous accepter que des piles de dossiers concernant des cas individuels restent non traités et ignorés faute de ressources humaines ou matérielles ? Si cette situation perdure, à quoi bon avoir un tel assortiment de normes ? Et puis, il faut bien le dire, en termes de ressources financières, ce que nous demandons semble presque ridicule tant les sommes dont il s'agirait sont minimales comparées aux charges globales de l'ONU.

Loin de nous l'idée corporatiste de défendre notre fonction en tant que telle. Nous sommes venus, en notre qualité d'experts indépendants, pour donner notre point de vue en cette période critique. Un monde en mutation remet en question ce qui a été réalisé jusqu'à présent. Il nous faut être à la hauteur des circonstances, prendre la défense des valeurs que représentent les droits de l'homme qui sont au coeur des activités de l'ONU. En fait, plus l'insécurité gagne, plus le monde semble redécouvrir les enseignements de la seconde guerre mondiale, à savoir que le respect des droits de l'homme est

essentiel au maintien de la paix et de la sécurité. D'ailleurs, le Secrétaire général, dans son rapport sur l'activité de l'Organisation, n'a-t-il pas clairement proposé "d'habiliter ... des organes d'experts des droits de l'homme à porter les violations massives des droits de l'homme à l'attention du Conseil de sécurité, avec les recommandations appropriées". Il existe désormais un précédent, dans le cas de l'ex-Yougoslavie. Nous demandons que cette évolution soit soutenue.

Nous dirons, pour conclure, qu'un système élaboré de mise en oeuvre des droits de l'homme, comprenant un groupe d'experts indépendants, issus de tous horizons, offre, à nos yeux, des potentialités pleines de promesses pour superviser le respect des droits de l'homme. Encore faut-il qu'il puisse s'appuyer sur un Centre pour les droits de l'homme renforcé et donc solidement constitué. Un tel effort offrirait aussi une garantie contre certains risques de politisation des procédures et d'éparpillement de ressources alors qu'elles ne sont déjà que trop limitées. C'est à cette condition que nous pourrions contribuer au renforcement des travaux de l'Organisation des Nations Unies et, par là même, à sa crédibilité, qu'il s'agisse de la promotion ou de la protection des droits de l'homme.

En conclusion, les rapporteurs et représentants spéciaux, les membres et présidents des groupes de travail des procédures spéciales recommandent :

1. Que les procédures et mécanismes soient établis pour une durée raisonnable, que leur approbation par les organes compétents intervienne sans retard et que les missions sur le terrain en soient une composante naturelle, avec, au besoin, l'assistance d'observateurs permanents. En toute hypothèse, ces missions devraient faire l'objet d'un suivi.
2. Que les rapporteurs et représentants spéciaux, les membres et les présidents des groupes de travail soient en mesure d'harmoniser leurs activités par des réunions périodiques, par l'examen en commun des rapports thématiques et, si nécessaire, par des missions conjointes.
3. Que les responsables des procédures spéciales aient accès à l'information disponible dans les bureaux de l'Organisation des Nations Unies implantés dans le monde et que leurs rapports soient pris en considération par les organes de l'ONU, y compris, si besoin est, par le Conseil de sécurité. Ces rapports devraient également faire l'objet d'une large publicité et d'une ample diffusion.
4. Que les ressources humaines et matérielles nécessaires pour atteindre ces objectifs et donner aux procédures spéciales leur plein effet soient portées au niveau correspondant aux responsabilités qui incombent à chaque mandat; en outre, que les procédures administratives soient suffisamment souples pour permettre un maximum d'efficacité, notamment dans les situations d'urgence.

Mes collègues et moi-même nous nous félicitons d'avoir pu nous réunir – pour la première fois dans l'histoire des procédures spéciales – grâce à la Conférence mondiale. C'est donc tout naturellement que nos remerciements vont aux organisateurs et tout particulièrement à son Secrétaire général, M. Ibrahima Fall, et à ses collaborateurs. Cette rencontre a été pour mes collègues et moi-même un important moment, riche d'expérience et d'encouragements. Nous remercions tous les participants de les partager aujourd'hui avec nous.

-----